

## [Anecdote de Paul Paillole : Le service de contre-espionnage appelé pour des horaires de train !](#)

Category: Renseignement, Videos en ligne, Videos historiques  
29 octobre 2021



Quand le chef de cabinet du Général Gamelin appelle le service de contre-espionnage pour demander des horaires de train : il croyait appeler les renseignements téléphoniques !

---

[Vidéo : Paul Paillole révèle comment la](#)

# France espionnait Hitler

Category: 1935-1940,1940-1942,1942-1945,Affaire Enigma,Affaire Hans Thilo Schmidt,Colonel Paul Paillole,Europe de l'Ouest,Renseignement,Services allemands,Videos en ligne,Videos historiques

29 octobre 2021



Pendant dix ans, un Allemand dont le frère occupait les plus hautes fonctions dans l'armée du IIIe Reich a livré à la France, et à travers elle à la Pologne et aux Alliés, les informations les plus secrètes sur le réarmement de l'Allemagne, la réoccupation de la Rhénanie et les plans de conquête de l'Europe. Mais il a surtout fourni de précieux renseignements techniques sur la mystérieuse machine à chiffrer des Allemands Enigma. Son nom : Hans-Thilo Schmidt, nom de code H.E.

Après 50 ans de silence, Paul Paillole a révélé que cet agent a comblé la totalité des besoins en renseignement que pouvaient avoir le gouvernement et le commandement français dès l'installation au pouvoir de Hitler.

---

# Anecdote de Paul Paillole : quand le pouvoir ignore ses services de renseignement (vidéo)

Category: Colonel Paul Paillole,Renseignement,Videos en ligne,Videos historiques  
29 octobre 2021



Paul Paillole : “Quand vous n’allez pas dans le sens de ce que souhaite le commandement, vous êtes toujours sujet à caution”.

Voir également : [1939-1940 : Le commandement militaire a ignoré les renseignements des services spéciaux](#)

---

# 1973 : Presentation du service par General Navarre au Président du Sénat

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Henri Navarre,Renseignement,Services allemands,Services français  
29 octobre 2021

*Allocution du Général NAVARRE, Président d'Honneur de l' A.A.S.S.D.N., à l'occasion du Congrès de 1973 qui s'est tenu au Sénat, adressée à M. POHER, Président du Sénat.*

« Le plaisir m'échoit, au bénéfice de l'âge, de vous dire, au nom de notre Association combien nous vous sommes reconnaissants d'avoir bien voulu nous accueillir dans ce Palais du Luxembourg. Nous vous remercions aussi de votre présence parmi nous.

« L'intérêt que vous nous manifestez ainsi me fait penser que je puis me permettre de vous dire brièvement ce qu'est l'Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale.

« Elle est composée des anciens membres, des survivants pourrais-je dire, de nos Services Spéciaux d'avant la Guerre. C'étaient trois Services travaillant en liaison mais distincts, le S. R. Guerre, le S.R. Air et le S.R. Marine.

« A cette époque, en effet, seul était recherché systématiquement le renseignement militaire. Il n'existait de S.R. politique, ni diplomatique, ni économique, ni scientifique. Il n'y avait pas non plus de grandes usines à renseignement comme celles dont on entend si souvent parler maintenant. Notre travail était discret et quelque peu artisanal. Mais il n'en était pas moins efficace et les résultats obtenus par les Services Spéciaux avant guerre et pendant ce qu'on a appelé la drôle de guerre » sont là pour le prouver.

Nous avons suivi pas à pas, depuis 1918, toutes les étapes du redressement politique et militaire de l'Allemagne et les avons annoncés très largement à temps pour que des contre-mesures puissent être prises si l'on avait voulu en prendre. Je puis citer notamment le rétablissement du Service obligatoire en 1935, la remilitarisation de la rive gauche du Rhin en 1936, puis les agressions sur l'Autriche, la Tchécoslovaquie et enfin la Pologne. Rien ne nous a échappé non plus de l'appareil militaire allemand Nous avons toujours connu le nombre des Divisions allemandes et notamment des Divisions blindées. Nous savions exactement leur effectif, leur armement et leur équipement. Nous n'ignorions rien des, fortifications, de l'aviation et de la marine.

« Nous savions aussi parfaitement quelle stratégie et quelle tactique l'ennemi comptait employer.

« Enfin, bien des mois avant le 10 Mai 1940, nous avons prévenu que l'offensive hitlérienne se produirait certainement à travers la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Jamais gouvernement et haut commandement ne furent mieux renseignés.

« Quant à cette 5e Colonne » dont on a beaucoup parlé, elle n'a jamais existé grâce aux

mesures prises par nos Services de Contre-Espionnage.

« Aussi, quand on analyse les causes du désastre de 1940, y en a-t-il une qui doit être, en tous cas, totalement exclue c'est une quelconque carence des Services Spéciaux Français.

« Dès l'Armistice, nous avons, sans un seul jour d'interruption, continué notre travail de Renseignement et de Contre-Espionnage sur l'Allemagne et l'Italie.

« Bien avant que les premiers réseaux de Résistance aient commencé à se former, nous obtenions, grâce aux moyens de toute nature que nous avons pu conserver, des résultats considérables dont nous faisons bénéficier les Anglais, seuls à même, à cette époque, d'en tirer parti.

« Ce travail, les Services Spéciaux l'ont continué envers et contre tout jusqu'en Octobre 1942, malgré que certains des dirigeants de Vichy se soient efforcés de le contrecarrer.

« Ils l'ont poursuivi ensuite dans la France totalement occupée jusqu'à la Libération. Cela au prix de plus de 300 morts.

« Après quoi, les anciens Services Spéciaux ont été intégrés dans ce qui fut la D.G.S.S., puis la D.G.E.R. et qui est enfin devenu le S.D.E.C.E. »

« Voici, Monsieur le Président, ce que représente notre Amicale. Merci encore de l'hospitalité que vous lui donnez aujourd'hui. »

---

## **1994 : les firmes étrangères et l'intendance militaire russe**

Category: 1992-2000,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Guerre froide (1945-1989),Mafias et terrorisme,Services allemands,Services de l'Est,SERVICES SPECIAUX  
29 octobre 2021

*Article de P DE VILLMAREST-Le 27 novembre 1994, Moscou admettait que 65 millions de dollars ont été « réalisés » en quatre ans par les trafics illégaux de quelques douzaines d'officiers supérieurs du Groupe des Armées de l'Ouest et leurs associés mafieux; soit l'équivalent du tiers des investissements étrangers directs en Russie en six mois de 1994.*

*Extrait de La Lettre d'information n° 13-1994 avec l'aimable autorisation de P. de Villemarest qu'on ne présente plus à nos lecteurs :*

### **LES FIRMES ÉTRANGÈRES ET L'INTENDANCE MILITAIRE RUSSE**

Le 27 novembre 1994, Moscou admettait que 65 millions de dollars ont été « réalisés » en quatre ans par les trafics illégaux de quelques douzaines d'officiers supérieurs du Groupe des

Armées de l'Ouest et leurs associés mafieux; soit l'équivalent du tiers des investissements étrangers directs en Russie en six mois de 1994. Nous estimons en réalité qu'il s'agit d'une somme trois fois supérieure. Quoi qu'il en soit, on doit au chroniqueur militaire Alexandre Jiline des précisions sur «le business des généraux», ce qui lui vaut d'être sous la menace d'un assassinat.

Tout est parti de l'autorisation accordée à l'Intendance «ouest» des armées — sous prétexte d'améliorer l'ordinaire des troupes — de passer des contrats d'achats en gros détaxés, de cigarettes, alcools, conserves, auprès de firmes «occidentales». Un Vice-ministre, V. Makharadze avait, début 1992, attiré l'attention de Boris Eltsine sur les pratiques qui en découlaient. Un proche du Président a fait en sorte qu'il perde ses fonctions gouvernementales, et soit muté à la représentation commerciale russe au Canada.

En août 1992, rapporte Jiline, Yuri Boldyrev, Contrôleur Général auprès du cabinet du Président, s'inquiète de ce qui se passe en Allemagne. Il est relevé de son poste, mais il sera ensuite élu à la Douma, et compte bien poursuivre ces «affaires». Toutes les pistes mènent à ces conclusions : Les deux principales firmes «occidentales» qui ont amorcé en 1989 et 1990 les trafics de denrées destinées en principe aux armées russes d'Allemagne, mais immédiatement revendues au marché noir en Russie occidentale, Biélorussie, Sibérie, voire Extrême-Orient et, à partir de Kaliningrad et des états baltes (jusqu'en 1993), ont été la M. & S. et l'American Eagle. • La M. & S. a son siège à Anvers, (Belgique), avec filiales à Berlin, Hong Kong, Hambourg, Singapour, Yokohama et récemment à Moscou. Son directeur s'appelle Raschmiel Brandwein. La sécurité allemande et Interpol imputent à la firme une dizaine d'assassinats, trafics de drogue, lavage d'argent dans des salles de jeux, etc. Pendant trois ans, elle a fourni des tonnes de denrées aux armées russes de l'Ouest. • L'American Eagle, bien connue à Berlin, est dirigée par Moshe Ari. Elle rayonne dans les mêmes circuits que la précédente et, comme elle, a multiplié les filiales et sous-filiales en Europe et dans le monde. Ainsi Nathalena, Irena, Panthera, Cornet (dit le Groupe belge, d'après Jiline); ou encore les sociétés mixtes Innova, Tumas, Mir Trade Company, Osar, Mibis, Formula 7, Mos-Enico.

Jiline révélait encore en juin 1994 qu'une conférence tenue à Anvers les 9 et 10 novembre 1993, réunissait les délégués de ces deux firmes, et, côté russe, pour le groupe d'armées de l'Ouest, les officiers intendants A.S. Vankov, Evgueni Karatchuk, G.S. Katcherenko. Il s'agissait d'un marché portant sur 5 millions de marks pour la M. & S., et de 3 millions pour l'American Eagle.

Jiline assure que l'Internationale des mafias est impliquée bien au-delà du « marché allemand », tant en milieu émigré russe que dans le «milieu» ouest européen. Car, dans l'autre sens, des armements légers ou lourds sont proposés aux «Occidentaux» (165 dollars pièce pour un AK-47, vendu par lots de 5.000).

C'est un chanteur russe très connu, Iossif Kobson qui, sous couvert de ses tournées, était jusqu'à l'été dernier l'homme de liaison, et se chargeait parfois des transports d'argent liquide. • Côté Lituanie/Kaliningrad, le clan des Daktaras, bâti sur le modèle des familles siciliennes, a été jusqu'au printemps 1994, un des principaux réseaux de trafics illégaux, y compris d'armements entre les états baltes et la base russe de Kaliningrad. L'arrestation de Vladas Laurinivicius, Président à Kaunas de l'association Selma, a porté un coup aux mafias

régionales menées par ses amis du clan des Daktaras. Le Général Pavel Gratchev, Ministre de la Défense, a qualifié cette arrestation et ses conséquences de «provocation». Or, lui-même assistait en mai 1992 à une réunion de travail entre la Selma et les «intendants» de la Flotte russe de la Baltique; Selma se chargeant de construire 4000 appartements pour ses officiers. Contrat alors approuvé par le Premier Ministre lituanien A. Abisala. Cinq unités navales devaient «en échange» être vendues aux Lituaniens. Vladimir Chumeiko, à l'époque Ministre d'Eltsine, soutenait l'opération... qui fut annulée en décembre 1992, en ce sens que deux unités navales et non plus cinq devaient être livrées aux Lituaniens. En fait, Henrikas Daktaras, «baron» des mafias de Lituanie tirait toutes les ficelles avec faux contrats portant sur telle ou telle somme, mais avec des dessous de table d'un montant triple.

## **LE RÉSEAU SUPÉRIEUR VENU DU K.G.B.**

Cette autre « affaire » a été étouffée depuis le printemps dernier. On avouera qu'il est étrange que, dans tous les cas, la figure de l'actuel Ministre de la Défense apparaisse, puis disparaisse... A Moscou, il est surnommé «Mercedes» depuis qu'il dispose de deux Mercedes grand luxe, ainsi d'ailleurs qu'une dizaine d'autres généraux. La raison en est, qu'au-dessus de tous ces micmacs, un réseau de plus grands «barons» des mafias et leurs quelque 500 banques, parmi lesquelles Most (à encadrement d'officiers venus du K.G.B. dont le Général Bobkov, ancien responsable de la chasse aux dissidents du temps d'Andropov et de Gorbatchev) et Menatep. De 700 barons coiffant près de 6.000 gangs en Russie (chiffres avancés cet été dans nos Dossiers), on est descendu à 289 barons en cette fin 1994. Soit une «concentration des pouvoirs» qui doit beaucoup aux efforts des quelques 2.370 ex-officiers du K.G.B. d'avant 1993, qui ont réussi à se faire élire à la Douma et dans les parlements des Républiques et territoires de la Fédération de Russie. Le spécialiste américain M. J. Waller confirme nos analyses de ces dernières années : un noyau secret du K.G.B. en exercice ou passé dans la réserve après remaniements de l'espionnage et du contre-espionnage a: — organisé les transferts illégaux d'argent à l'étranger depuis 1987; — organisé l'achat de banques, firmes, bureaux de changes, sociétés d'investissement, grâce à l'argent illégal blanchi et recyclé; — implanté dans le monde des sociétés parfaitement légales. Par exemple, pivot en Suisse de ces opérations : le fils de Vladimir Krioutchkov, chef du K.G.B. jusqu'à l'été 1991; pivot au Luxembourg: le fils de Valentin Pavlov, Premier Ministre de l'U.R.S.S. jusqu'à l'été 1991, etc. et c'est Evgueni Primakov, Directeur de l'espionnage russe, qui a bloqué, il y a dix-huit mois, toute investigation sur les réseaux d'évasion de capitaux dans la période de 1987-1993.

Aujourd'hui, 80 % des sociétés mixtes (joint-ventures) de Russie comptent dans leur administration un ou plusieurs ex-kgébiistes. Lorsqu'un général du K.G.B. comme Viktor Ivanenko tenta en 1993 de démontrer que, contrairement aux illusions des Occidentaux, ces hommes allaient saboter les réformes, il fut éliminé de ses fonctions. Selon Waller, membre à Washington de l'American Foreign Policy Council, de 800 à 1.000 ex-officiers du K.G.B. servent actuellement d'analystes, de négociateurs, de réalisateurs des principales opérations économiques et financières russes (Soixante, rien qu'à l'intérieur de la banque Most); tandis qu'un milliard de dollars par mois s'évade vers l'étranger (Chypre, les Bahamas, l'Île de Man, etc.)

Nous voilà loin des petits gangs de rues, et tout près des raisons qui font que Boris Eltsine

n'est plus l'homme libre qu'il était encore au début de 1993.

Le réseau supérieur venu du K.G.B. est en passe de réussir la plus vaste opération du siècle.

## **LE RETOUR EN FORCE DU K.G.B.**

Un décret daté du 23 novembre dernier n'a guère attiré l'attention des observateurs : un an après que Eltsine ait dissout le ministère de la sécurité (appelé K.G.B., avant 1992) pour lui substituer le F.K.S., ou contre espionnage intérieur, toutes les prérogatives sont rendues à cette police secrète.

Comme au temps du K.G.B., le F.S.K. peut de nouveau instruire lui-même des procès contre toute tentative de conspiration, de terrorisme, contrebande, et dispose de ses propres prisons. Le Parquet n'est plus là que pour enregistrer ses conclusions et décisions. Le F.S.K. c'est «l'État dans l'État», tel que le fut le K.G.B. Sur les 1.100 juges de cet organisme, 550 viennent de l'ex-K.G.B.

Le F.S.K. compte près de 76.000 officiers et employés, sous la direction de Serguei Stepatchine, entouré de 227 généraux. Général Major depuis 1992, âgé de 42 ans, sa carrière s'est déroulée, depuis sa sortie de l'Académie Lénine, dans les rouages du K.G.B. Il s'est rallié à Boris Eltsine en été 1991, parce que ce dernier jouait, contre Gorbatchev, de la fraction kgébiste acquise aux réformes, par lucidité politique et par tactique, bien plus que par une quelconque attirance vers la démocratie.

D'ailleurs, c'est Oleg Lobov, secrétaire du Conseil de Sécurité depuis septembre 1993, qui s'est chargé de revoir et sélectionner le haut personnel du F.S.K.; âgé de 57 ans, lié à Eltsine depuis vingt-deux ans, Lobov n'a rien d'un réformateur pro-occidental.

Auprès de Stepatchine, on trouve Alexandre Strelkov qui jusqu'en 1992 était responsable du goulag; ou encore Valeri Timofeiev, chef du K.G.B. de la région de Gorki du temps où Sakharov y vivait sous surveillance étroite. Stepatchine vient d'assurer à la Pravda que, depuis un an, le F.S.K. a mis en prison «plus d'espions que le total des cinq années écoulées»! , Et il se félicitait que, par accords avec les Occidentaux, ces cas ne soient pas « politisés»!

Bien entendu, la justification donnée à ce retour du K.G.B., c'est la lutte contre l'ampleur du crime organisé et la corruption. Mais rappelons que lorsqu'en 1990 Gorbatchev sentit faiblir son pouvoir et vaciller une perestroïka uniquement créée pour la survie du communisme, Krioutchkov, alors directeur du K.G.B., «justifia» le renforcement du K.G.B. au nom de la lutte «contre le sabotage économique». Il implanta alors des centaines de kgébistes dans l'appareil économique du gouvernement et des administrations régionales.

Parallèlement, au fur et à mesure des premières privatisations, il donna à ses officiers les moyens financiers et techniques de contrôler le pétrole, l'uranium et les matières premières. Si bien que, depuis 1992, l'appareil économique russe se trouve en grande partie sous la coupe d'officiers qui sont restés dans le F.S.K.

Résultat : le K.G.B. légal, dit F.S.K., et le KGB. «Illégal» passé dans le secteur privé, peuvent désormais travailler ensemble, sans freins. S'ajoute le fait sur lequel nous attirons l'attention notamment des milieux industriels et financiers: le F.S.K. a récupéré le droit de poser à sa guise des écoutes; il travaille main dans la main avec la F.A.P.S.I. (Agence Fédérale de Communication et d'Information), laquelle s'occupe d'écoutes, de censure, du courrier, de cryptographie, etc., sous la direction du vétéran du K.G.B., le Général Alexandre Starovoïtov.

Plus de secrets d'affaires, ni dans la vie privée. Pour s'être, comme Gorbatchev hier, associé au K.G.B./F.S.K. afin de protéger son pouvoir, Eltsine est à présent prisonnier d'une mafia politico policière, dont certaines mafias sont l'instrument, et d'autres, l'instrument du S.V.R. (l'espionnage russe).

Fin février 1995 la Douma a voté une loi substantielle (32 pages!), restituant au F.S.K. les pouvoirs que cette institution détenait avant 1989. Face aux libéraux américains et au laxisme des gouvernements européens, l'appareil néo-kgébiste a la partie belle.

---

## **ALDRICH AMES : L'espion qu coeur de la C.I.A**

Category: CIA (USA),Extraits de bulletin,Guerre froide (1945-1989)  
29 octobre 2021

ALDRICH AMES, L'ESPION AU CŒUR DE LA C.I.A. Au moment même où naissaient tardivement des soupçons sur Aldrich H. Ames, en 1993, ... Stella Rimington, directeur du M.I.-5 britannique, exposait à Londres, devant un parterre d'initiés, « qu'avec la fin de la guerre froide s'était amorcé le déclin de l'espionnage, auquel se substituaient de nouveaux dangers : la prolifération des armements, la drogue... » Trente-six pages de la sorte, pour expliquer la nécessaire coopération avec Moscou, face à ces maux, comme le demandait Evgueni Primakov, le directeur du S.V.R. (qui a remplacé le 1er Directeur Principal du K.G.B., en janvier 1992, c'est-à-dire l'espionnage russe dans le monde).

---

## **Temoignages et gratitudes des alliés en 1944**

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands,Services français,Services occidentaux  
29 octobre 2021

Le Général W. Bedell SMITH, Chef d'Etat-major du Général Eisenhower écrit à Monsieur le Directeur Général des Études et Recherches ( DGER ) le 1er novembre 1944.

« Je pense qu'il est opportun de vous transmettre les félicitations de notre Commandant pour les magnifiques résultats obtenus par ceux qui ont voué leurs efforts, et dans de nombreux cas, leur vie, afin de fournir continuellement aux Alliés, d'abondants renseignements militaires, au sujet des forces allemandes stationnées en France”.

---

## **1946 : Lettre de Sir Colonel Menzies Chef de l'intelligence service MI6**

Category: Extraits de bulletin,MI6 (GB)  
29 octobre 2021

Archives personnelles de Paul Paillolle : lettre du 28 septembre 1946 du Général Sir Stewart Menzies, Chef de l'I.S. (M.I. 6) de 1938 à 1953.La liaison entre les deux Services Spéciaux était vraiment parfaite et en conséquence les résultats très satisfaisants.

---

## **1944 : L'opération Bodyguard et le débarquement en Normandie**

Category: 1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Affaire Enigma,Amérique du Nord,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Services allemands,Services français,Services occidentaux  
29 octobre 2021

Certains de nos camarades se sont étonnés que la totalité des forces allemandes n'ait pas été alertée dès le 5 juin 1944 en raison de l'imminence de l'attaque alliée sur les plages de Normandie.

Le commandement de la Wehrmacht avait été informé par l'Abwehr de l'ordre diffusé par la B.B.C. aux Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) de procéder sans délai au sabotage systématique des voies de communication, ce qui impliquait l'annonce de l'imminence du débarquement.

Nous résumons ci-après l'état de nos connaissances sur cet aspect important de la phase essentielle de notre Libération.

## 1) RAPPEL DE DEUX DONNEES CAPITALES

a) Depuis le début de 1944, les Services Spéciaux alliés (y compris nos services) appliquent le plan général d'intoxication Bodyguard qui doit aboutir, notamment par la mise en œuvre du plan annexe Fortitude, à persuader l'ennemi que le débarquement de Normandie est une vaste entreprise de dissuasion; la « menace principale » pour la Wehrmacht doit être l'attaque au nord de la Seine par le Pas-de-Calais.

Une menace secondaire est soutenue en Méditerranée. On sait (notamment par le décryptement des messages **Enigma**) que ce plan d'intoxication est une réussite totale jusqu'au début de juillet 1944 et qu'il incita le haut commandement allemand à maintenir ses forces dispersées.

b) Depuis la fin de 1943, l'Abwehr est au courant des conditions dans lesquelles les F.F.I. et les F.F.C. seront informées des projets de débarquement alliés par la B.B.C. Le 24 octobre 1943 l'O.K.W. a répercuté sur le front de l'Ouest ces indications recueillies par l'Abwehr grâce à sa pénétration dans les organisations de Résistance en France, ses écoutes radios et ses décryptements.

Ainsi l'ennemi sait que l'information des résistants doit se faire en deux temps avec la diffusion des vers de Verlaine

— 1er temps : « Les sanglots longs des violons de l'automne »

— 2e temps : « Bercent mon cœur d'une langueur monotone ».

La diffusion du 1er temps signalera l'approche du débarquement, sans en donner ni lieux ni date. La diffusion du 2e temps précédera de très peu le déclenchement des opérations et donnera l'ordre de sabotage dans toute la France.

Depuis le mois de mai 1944 la B.B.C. a diffusé plusieurs fois le premier vers de Verlaine. Les Allemands l'ont capté. Ils savent à quoi s'en tenir. Le Commandement allemand en France (P.C. à Saint-Germain) a alerté par précaution ses armées au Nord et au Sud de la Seine. Rien ne s'étant produit fin mai, Von Rundstedt lève l'alerte et précise qu'elle ne sera éventuellement renouvelée que sur son ordre.

## 2) DEROULEMENT DES EVENEMENTS

a) Le 5 juin 1944 à partir de 21 heures, la B.B.C. diffuse à plusieurs reprises le 2e temps (2e vers de Verlaine) soit l'ordre de sabotage. Il est intercepté par les écoutes de la station de l'Abwehr de la région de Nord ainsi que par les services spécialisés de la 15e Armée allemande stationnée au Nord de la Seine jusqu'au Pays-Bas. Ces services répercutent leurs interceptions sur le P.C. de Saint-germain qui donne l'ordre d'alerte maximum à cette 15e armée. Il est 22 h 30. A 23 h 15, toutes les défenses côtières de la 15e armée sont en place.

b) C'est la 15e Armée allemande qui défend les côtes de Normandie et de Bretagne. Son chef, Rommel, est en Allemagne depuis le 4 mai 1944. Les principaux chefs de ses grandes unités sont le 5 juin 1944 depuis 9 heures, à Rennes, pour participer à un Kriegspiel. Le Général

Speidel, Chef d'E.M. de Rommel est au P.C. de cette 7e Armée à la Roche-Guyon (sur la Seine à l'ouest de Mantes). A 23 heures il reçoit une communication téléphonique de la 7e Armée signalant qu'à la suite des messages diffusés par la B.B.C., elle est en état d'alerte. A 23 h 15 Speidel téléphone à Rundstedt à Saint-Germain. Il demande ce qu'il doit faire. Réponse « Bornez-vous pour le moment à surveiller vos voies de communications et évitez les sabotages ».

c) A minuit, début des parachutages alliés : anglais près de Caen, américain dans le Cotentin, français dans le Morbihan. Les premiers sabotages F.F.I. sur les voies ferrées et les ponts sont signalés, notamment en Bretagne.

d) Devant l'ampleur des parachutages Rundstedt donne l'ordre d'alerter la 7° Armée. Il est 1 h 45 le 6 juin 1944. Les troupes rejoignent leurs positions de combat à partir de 2 heures. Les chefs des grandes unités alertées à Rennes, rejoignent leurs commandements avec précipitation. L'un d'eux, commandant la 91e Division allemande est tué par les parachutistes U.S. sur la route en direction d'Avranches. Le 9 juin 1944 Hitler donne l'ordre à Rommel de prescrire une enquête pour connaître les raisons qui ont retardé la mise en alerte des troupes allemandes. Grièvement blessé sur le front de Normandie, Rommel est remplacé à la tête de la 7e Armée par le Général Dollman qui se suicidera quelques jours plus tard. En juillet 1944 l'enquête sera abandonnée.

---

## **La défaite allemande sauva la France et la Belgique du démembrement**

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Services allemands

29 octobre 2021

Dans l'hebdomadaire belge " Le Phare ", notre camarade J. WULLUS-RUDIGER, ancien professeur à l'Ecole de Guerre de Bruxelles, révèle quelques aspects des ambitions de l'Allemagne hitlérienne à l'égard de la France.

M. WULLUS-RUDIGER qui fut, en mai 1940, adjoint au Chef de la Mission Militaire française près le Gouvernement belge, puis membre de notre Réseau F.F.C. " Kléber " a été en mesure de prendre connaissance de documents secrets allemands établissant de façon irréfutable les projets nazis relatifs au démembrement de la France.

*Voici l'essentiel de ce qu'il écrit :*

Peu après la conclusion de l'armistice de Compiègne de 1940, Hitler, sans en référer à son ministère des Affaires étrangères, chargea le Secrétaire d'Etat Stuckart, du ministère de l'Intérieur, de lui soumettre un projet d'annexions au détriment de la France.

Il l'avertit qu'il entendait annexer le Nord de la France jusqu'à l'embouchure de la Somme, c'est-à-dire jusqu'à Abbeville.

Cette vaste région devait constituer une province (Gau) dans laquelle serait englobée la Belgique, à l'exclusion de la province de Luxembourg (celle-ci devant faire partie avec le Grand-Duché de Luxembourg, d'une autre province allemande comprenant l'Alsace-Lorraine, dont l'annexion pure et simple avait déjà été proclamée).

D'après le plan soumis à Hitler, la nouvelle frontière allemande dans le Nord de la France allait approximativement de l'embouchure de la Somme, à la région de Nancy ; d'où elle descendait vers la frontière suisse, à hauteur de Pontarlier.

En outre, le Führer envisageait l'annexion de la Bourgogne, sous prétexte que cette région avait été colonisée jadis par la peuplade germanique des Burgondes, qui lui donna son nom.

Cette annexion connut même un début d'exécution. Himmler décida en effet, de coloniser la Bourgogne en y installant des ménages tyroliens. Mais, par la suite, il lui sembla plus urgent d'installer ces Tyroliens en Crimée ! Il déclara alors nonchalamment à Frauenfeld, le 10 juillet 1942 : " Il nous faudra donc trouver une autre peuplade ou une autre population pour coloniser la Bourgogne ". *Et pour confirmer ce qui précède, M. Wullus-Rudiger ajoute :*

Le 26 avril 1942, Goebbels notait dans son agenda : " ... En ce qui concerne la France, comme par le passé le Führer estime que jamais nous n'aboutirons à un accord avec elle en nous montrant conciliants.

Les propos évoquant une collaboration sont purement éphémères. Par ailleurs, à présent il veut voir des actes et non point entendre des paroles.

Il déclare : " Quelle que soit l'issue de la guerre, la France devra la payer cher, car " elle en fut la cause et l'a déclenchée. Elle sera ramenée à ses frontières " de 1500 ", cela signifie que la Bourgogne fera retour au Reich. Cela nous rapportera un pays qui, en beauté comme en richesse, peut à peine être comparé à une autre province allemande ... "

Quatre jours après, le 30 avril 1942, Goebbels notait : " Si les Français savaient ce qu'un jour le Führer exigera d'eux, leurs yeux se rempliraient de larmes ".

En janvier 1944 encore, Goebbels écrivait dans " Das Reich " : " Le peuple allemand réclame, comme un droit naturel, le droit de diriger les peuples de l'Europe ".

Nous livrons les témoignages ci-dessus à la méditation de ceux qui, à l'instar de Pierre LAVAL, préconisaient l'entente entre la France et l'Allemagne nazie.

A la vérité, dans l'Europe conçue par Hitler, la France n'aurait plus existé en tant que telle, pas plus que la Belgique d'ailleurs. C'est la coalition anti-hitlérienne qui a sauvé la France et du même coup l'Europe.